

Benedetta Luciana Sara CARNAGHI

Cornell University

US-14853 Ithaca, New York

bc552@cornell.edu

Devenir traîtres professionnels au cœur des réseaux résistants et de l'antifascisme en exil

Une histoire de faiblesse

Résumé. — Cet article propose d'illustrer et d'interroger la notion de trahison en étudiant le cas de militants antinazis et antifascistes qui ont changé de camp et sont devenus des espions pour les régimes autoritaires. Les traîtres au sein de la Résistance sont la preuve de l'approche « proactive » fasciste et nazie dans l'application des plans de répression des deux régimes qui perçoivent en eux un moyen efficace pour infiltrer les réseaux d'opposants politiques. « Retourner » les résistants contre leurs camarades et leurs groupes politiques d'origine était une technique de (contre)espionnage très efficace pour démanteler les réseaux de Résistance. Les opérations répressives à l'encontre des traîtres ont contribué à remettre en cause la pureté et l'unité de la Résistance pendant de nombreuses années au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et ont généré des traumatismes individuels et sociétaux. Des cas longuement débattus comme ceux de René Hardy et d'Ignazio Silone témoignent des traces durables que ces opérations répressives ont laissées dans la conscience publique.

Mots clés. — traîtres, résistance, nazis, fascistes, Seconde Guerre mondiale, René Hardy, Ernst Rambow, Ignazio Silone, Antonio Bondi, Angelo Rambaldi, Adolfo Costa, Mario Pistocchi. Benedetta Luciana Sara Carnaghi, *Les Cahiers d'AGORA*

Professional Traitors at the Heart of the Resistance at Home and in Exile: A Story of Weakness

Abstract. — This article illustrates and interrogates the concept of treason by investigating the cases of anti-Nazi and anti-Fascist militants who switched sides and became spies for the authoritarian regimes. I argue that these traitors within the Resistance provide proof of the “pro-

active” repression of the Nazi and Fascist secret police, their method of identifying and tempting potential traitors in order to infiltrate networks of political opponents. “Turning” Resistance members against their comrades and political groups of origin was a highly effective (counter)espionage strategy, leading to the dismantling of numerous networks. Moreover, the participation of traitors in repressive operations cast doubt on the purity and unity of the Resistance for many years after the end of the Second World War, generating individual and societal traumas. Long-debated cases such as René Hardy’s and Ignazio Silone’s are symptomatic of the lasting traces that such operations left on the public conscience.

Keywords. — traitors, resistance, Nazis, fascists, Second World War, René Hardy, Ernst Rambow, Ignazio Silone, Antonio Bondi, Angelo Rambaldi, Adolfo Costa, Mario Pistocchi. Benedetta Luciana Sara Carnaghi, *Les Cahiers d’AGORA*

Introduction

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les autorités allemandes ont fait de la trahison un outil d'espionnage systématique en créant les *Vertrauensmänner* : littéralement « hommes de confiance », des agents dont la tâche était d'infiltrer tout groupe politique assimilé à une quelconque forme d'opposition aux Nazis.¹ En France, l'activité de la Gestapo s'est superposée à celle d'autres services comme l'ambassade d'Allemagne avec Otto Abetz, l'*Abwehr* (le service de renseignement de l'état-major allemand), l'organe du contre-espionnage de la *Wermacht* – la *Geheime Feldpolizei* ou GFP – ou encore le *Kommando der Sipo-SD* – ou KdS (Police de sûreté) – installé à Paris, d'abord au 11 rue des Saussaies, puis avenue Foch². Certains *Vertrauensmänner* étaient initialement de vrais résistants. Une fois arrêtés par les nazis, ils avaient accepté de travailler pour eux croyant sauver leur vie.

En Italie, la police secrète fasciste, appelée OVRA, a enrôlé des *fiduciari* (informateurs confidentiels). Dans la plupart des cas, ils utilisaient un pseudonyme et un numéro avec lequel ils signaient leurs rapports, mais ils ne recevaient aucune formation technique ni possédaient des compétences spécialisées dans le domaine du renseignement. Même s'ils ne sont pas exactement l'équivalent des *Vertrauensmänner*, il est possible de comparer leurs parcours.

Tout au long de cet article, j'utiliserai indifféremment les mots « espion » et « informateur », deux termes renvoyant à des profils différents qui n'ont pas toujours effectué les mêmes missions. Ce choix permet de fluidifier le texte en évitant des répétitions. Je vais également comparer des cas qui relèvent de la Résistance et de l'antifascisme en exil, en me focalisant sur les éléments qu'ils ont en commun. Ces cas montrent que la trahison n'est pas toujours motivée par l'idéologie mais plus souvent le résultat de pressions contradictoires qui isolent l'individu soumis à des choix cornéliens puis le font basculer de l'autre côté. Mon étude ne vise pas à faire l'histoire morale des organisations de la Résistance mais à comprendre comment les techniques d'espionnage ont durablement affecté l'histoire des mouvements clandestins en étendant les défaillances au discrédit général engendré par ces affaires.

¹ MIANNAY Patrice, *Dictionnaire des agents doubles dans la Résistance*, Paris, Le Cherche midi, 2005, p. 17.

² *Ibid.*, p. 27.

Le concept de Résistance en France et en Italie

En France, des exemples remettent en question l'image de la Résistance et la vision de ses membres après la victoire sur les nazis. Elle évolue de façon complexe. Peu après la Seconde Guerre mondiale, il y a une quasi-religion de la Résistance, considérée comme source principale de l'antifascisme et de l'antinazisme ainsi que comme fondement des régimes et partis démocratiques qui y participent dès 1944. À la Libération, elle est aussi instrumentalisée pour faire unité d'autour d'elle³. Le message est clair : la vraie France a survécu et a gagné contre l'occupant nazi; les résistants en sont les héros en tant que « combattants apolitiques admirés pour leur courage, auréolés de mystère⁴. » En revanche, « les collaborateurs, très minoritaires, sont des traîtres qui ont mal agi en jouant l'Allemagne contre la France⁵. »

Cependant, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la révélation des opérations répressives impliquant des traîtres a des conséquences durables sur l'image de la Résistance, jetant le doute sur la pureté de cette dernière. Des affaires longuement débattues comme celle concernant René Hardy sont symptomatiques du changement de perspective et du passage d'une Résistance célébrée de façon presque hagiographique à une Résistance décriée et mise en question. La trahison est un problème structurel des réseaux. Alya Aglan écrit que la disparition de ces derniers a principalement pour origine la délation, occasionnelle ou systématique⁶. Sylvain Roche, quant à lui, déclare que « [t]outes les organisations de résistance sont truffées de traîtres⁷. »

La vision idéalisée de la Résistance est de nouveau remise en question dans les années 1970. En 1971, *Le Chagrin et la Pitié*, le documentaire du cinéaste Marcel Ophüls, rappelle que, sous l'occupation, la majorité des Français n'a été ni résistante, ni collaboratrice mais occupait plutôt une zone grise avec beaucoup de passivité et d'opportunisme. En 1973, *La France de Vichy* de l'historien américain Robert Paxton va dans le même sens, en concluant que les Français se seraient globalement comportés comme des « collaborateurs fonctionnels⁸. » En

³ LABORIE Pierre, « Opinion et représentations, la Libération et l'image de la Résistance », in *RH2GM*, n°131, 1983, p. 65-91.

⁴ CAPDEVILA Luc, « La construction du mythe résistancialiste : identité nationale et représentations de soi à la Libération (Bretagne, 1944/1945) », in *La Résistance et les Français : Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995, p. 347-357, <http://books.openedition.org/pur/16398>.

⁵ *Ibid.*

⁶ AGLAN Alya, *La Résistance sacrifiée, Le mouvement Libération-Nord 1940-1947*, Paris, Flammarion, 1999, p. 232-240.

⁷ ROCHE Sylvain, *Réseau Indigo*, Paris, Fayard, 1945, p. 28.

⁸ PAXTON Robert O., *La France de Vichy : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973.

1987, le procès de Klaus Barbie remet de nouveau en question ce que l'historien Henry Rouso appelle « résistancialisme⁹ », ce mythe forgé surtout par les gaullistes et communistes, selon lequel les Français auraient unanimement et naturellement résisté depuis le début de la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, le parti communiste « est auréolé du prestige de ses martyres¹⁰. » « Se réclamer de l'esprit de la Résistance » devient synonyme d' « exigence morale de pureté, face à un passé récent marqué par l'aveuglement et les compromissions de la classe politique¹¹. » Cet esprit évoque « l'idée d'un renouvellement profond des cadres politiques » et « l'enthousiasme de ceux qui veulent reconstruire le pays sur de nouvelles bases¹². » Par exemple, Guy Mollet se réfère souvent à cette nouvelle « pureté issue de la Résistance » qui, écrit-il, « seule peut garantir à la vie politique davantage de propreté et de tolérance¹³. » Cependant, les histoires de traîtres ayant pénétré les rangs de la Résistance remettent en cause la pureté de ces mouvements. En même temps, à la mémoire de la Résistance, s'ajoutent d'autres revendications mémorielles comme celles des Juifs, de l'abolition de l'esclavage ou encore de la guerre d'Algérie.

En Italie, la chronologie n'est pas la même. La découverte de certaines affaires de trahison s'ajoute à une situation politique rendue complexe par le changement de camp en 1943. En juillet, Mussolini est arrêté sur ordre du roi Victor Emmanuel III et remplacé par le maréchal Badoglio. Le 3 septembre, ce dernier signe un armistice avec les forces anglo-américaines, et celui-ci est annoncé à la radio par le général Eisenhower cinq jours plus tard. Les forces armées italiennes, déployées dans la péninsule, dans les Balkans, dans le sud-est de la France continentale et en Corse, du fait de leur alliance avec l'Allemagne, sont totalement prises au dépourvu. Elles apprennent l'arrêt des combats sans qu'aucune directive ne leur soit donnée sur la conduite à tenir. Entre temps, les militaires allemands présents sur le sol italien lancent l'opération Achse et prennent le contrôle du territoire non encore occupé par les Anglo-Américains. La famille royale et Badoglio quittent Rome à l'aube du 9 septembre, traversent en toute hâte la péninsule par la voie Tiburtine et se rendent à Brindisi, derrière les lignes alliées, afin de se mettre à l'abri des Allemands et de toute menace. Une guerre civile entre fascistes et antifascistes se superpose à l'effondrement de l'État mussolinien.

⁹ ROUSSO Henry, *Le Syndrome de Vichy : de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1973.

¹⁰ ABELES Marc, « La résistance comme ressource politique dans l'après-guerre », Colloque « Résistants et Résistance », Présidence d'honneur : Jean-Pierre Vernant, Université de Paris VIII-Saint-Denis, janvier 1996, Saint-Denis, France, p. 312.

¹¹ *Ibid.*, p. 311.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

Cette guerre civile – problématisée par Claudio Pavone dans son livre *Une guerre civile : essai historique sur l'éthique de la résistance italienne*¹⁴ – marque également la mémoire de la Résistance. Dans sa préface de 1994, il écrit :

La génération de 1968, après avoir hésité sur le jugement à porter à une Résistance présentée comme le modèle de l'Italie contre laquelle cette génération s'est rebellée, l'avait redécouverte comme une Résistance " rouge et non-chrétienne démocrate ". Naît un choc qui a suscité des jugements réducteurs et sectaires, mais a aussi favorisé une série d'études visant à décomposer l'unité hagiographique de la Résistance en ses composantes différentes et parfois conflictuelles¹⁵.

L'objectif de mon article n'est pas d'intervenir dans les débats autour de la réputation de la Résistance, mais d'étudier certains exemples des traîtres qui ont nui à cette réputation.

Pavone met en lumière la conscience personnelle et la conscience politique des Italiens qui ont combattu dans les rangs de la Résistance et de ceux qui ont continué à soutenir le régime fasciste¹⁶. Les blessures qu'une telle guerre civile a provoquées ont affecté la société italienne pendant longtemps, d'autant plus qu'elle tente de sortir de vingt ans de dictature. D'ailleurs, la société italienne a dû accepter une trahison à plusieurs niveaux : celle du roi et du premier ministre Pietro Badoglio qui ont abandonné le pays, le laissant dans un état de confusion et de désarroi ; celle du peuple par le fascisme, incapable finalement de tenir ses promesses ; et celle de Mussolini par les membres du Grand Conseil du fascisme qui le 25 juillet 1943 ont voté contre lui, permettant au roi de le faire arrêter. Dans ce contexte chaotique, les relations et alliances à toutes les échelles ont été réajustées et redéfinies. Le terme « guerre civile » est généralement admis jusqu'à la fin des années 1960 et utilisé, entre autres, par des fascistes, réapparaissant dans la vie politique sous le nom de MSI (le Mouvement social italien) et insistant sur leur légitimité en tant que force politique. L'expression est aussi employée par des écrivains évoquant leur combat de résistant comme Italo Calvino. En témoigne la préface à la réédition son premier roman, autobiographique et consacré à cette Résistance, *Il Sentiero dei nidi di ragno* (*Le Sentier des nids d'araignées*)¹⁷ au début des années 1960. Mais dans les années de plomb, les extrémistes, par exemple les Brigades rouges, se réclament de la Résistance comme de la guerre civile, et le PCI, qui était une de leurs principales cibles et les a combattus, a insisté

¹⁴ PAVONE Claudio, *Una guerra civile : Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Borighieri, 2010, Google Books.

¹⁵ *Ibid.*, p. 5 : « La generazione del '68, dopo aver esitato nel giudizio da dare su una Resistenza presentata come plasmatrice dell'Italia contro la quale quella generazione si ribellava, l'aveva riscoperta come Resistenza " rossa e non democristiana ". Ne nacque uno scossone che provocò giudizi riduttivi e settari, ma favorì anche una stagione di studi volti a scomporre l'unità agiografica della Resistenza nelle sue diverse e talvolta contrastanti componenti ».

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ CALVINO Italo, *Il Sentiero dei nidi di ragno* [1947], Turin, Einaudi, 1971.

sur l'idée, fautive mais politiquement nécessaire face à une délinquance assassine, qu'il n'y avait pas eu de guerre de cette nature. Pavone, lui-même ancien Résistant, rompt avec cette doxa à la fois récente et erronée. Si le plus grand mérite de son livre est d'avoir recontextualisé la guerre civile, la tâche de tout historien de la Résistance est de donner une appréciation nuancée de ses contradictions internes et de ses zones grises. L'étude des conséquences de la trahison fait partie d'un tel effort.

Trahison et Résistances

Parce qu'elles la redoutent, la lutte contre la trahison obsède les organisations de la Résistance française, qui se structure autour de cette peur. Le sujet apparaît, par exemple, dans les mémoires du résistant Gilbert Renault (connu sous le pseudonyme Colonel Rémy), notamment dans les tomes *Une affaire de trahison* et *Réseaux d'ombres*¹⁸. Alya Aglan écrit que ces mémoires « sont émaillées de figures de traîtres » : « Notre réseau, dit Rémy, se serait maintenu presque intact jusqu'à la libération du territoire sans la trahison de Capri et celle de Tilden, car les défaillances de nos amis furent très rares et de peu de portée, jusque sous la torture¹⁹. » Mais si les organisations clandestines et les mémoires des résistants discutent des affaires de trahison, peu de travaux académiques ont affronté le thème, qui demeure un point aveugle de l'historiographie.

L'historien italien Marcello Flores a récemment consacré deux livres à la trahison²⁰ qui soulignent la difficulté de l'identifier tant elle est souvent subjective, donc sujette à différentes interprétations individuelles. En examinant les procès, il a finalement retenu l'inculpation comme « critère objectif²¹ » pour qualifier un traître. Il a également observé que, pendant la Seconde Guerre mondiale, la figure de ce dernier avait tendance à se confondre avec celle de l'espion, en partie parce que les appareils de renseignement ont connu une expansion et ont employé toujours plus de personnes pour s'informer sur l'ennemi. La guerre a amplifié la possibilité, voire la nécessité de trahir, en particulier dans le cadre d'États dotés de gouvernements

¹⁸ REMY Colonel, *Une affaire de trahison*, Monte-Carlo, Solar, 1947 ; *Ibid.*, *Réseaux d'ombres*, Paris, France-Empire, 1954.

¹⁹ AGLAN Alya, « Comment meurent les réseaux », in GARNIER Bernard, LELEU Jean-Luc, QUELLIEN Jean (dir.), *La répression en France, 1940-1945, Actes du colloque tenu à Caen les 8, 9 et 10 décembre 2005*, Mémorial de Caen, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2007, p. 227-236.

²⁰ FLORES Marcello, *Traditori : una storia politica e culturale*, Bologne, Il Mulino, 2015 ; *Il secolo dei tradimenti : da Mata Hari a Snowden 1914-2014*, Bologne, Il Mulino, 2017.

²¹ *Ibid.*, p. 10-11.

prétendus autonomes qui, en réalité, étaient soumis à la domination nazie. Cette situation complique davantage la définition juridique de la trahison et l'utilisation technique de l'accusation de haute trahison : dans cette dernière catégorie sont groupées des affaires générées par de nombreux délits différents : espionnage, sédition, révolte contre l'État, aide à l'ennemi...²². Enfin, les cas d'antifascistes exilés à l'étranger devenus espions fascistes ou au service du fascisme illustrent la façon dont les allégeances nationales et politiques évoluent. La police fasciste a souvent profité d'individus aux idéaux antifascistes fragiles et aux parcours personnels vulnérables : les manipuler contre leurs camarades était un moyen efficace de démanteler les réseaux de la Résistance de l'intérieur, car ils étaient fondés sur des liens de confiance.

État des lieux des figures de traîtres et des sources étudiées

Le présent article s'appuie sur les procès des traîtres ou sur les preuves documentaires que leur action de surveillance et de dénonciation a laissées. Les espions sont souvent à leur tour victimes d'espionnage en devenant à la fois sujets et objets de la surveillance à plusieurs niveaux des régimes totalitaires. Mais que se passe-t-il si ces preuves ne sont pas concluantes, et donc sujettes à contestation et à débat ? De même, qu'en est-il dans le cas où nous ne pouvons nous assurer avec certitude l'existence des actes de trahison, réels comme supposés, commis par ces individus ?

Pour répondre à ces questions, je reviendrai sur deux cas bien connus, ceux de René Hardy et d'Ignazio Silone, à travers un large corpus de littérature historique. Si les circonstances de leur parcours ne sont pas identiques, tous deux ont eu un impact important sur les discours français et italiens d'après-guerre. Hardy, qui a écrit ses propres mémoires²³, a été étudié entre autres par Jean-Pierre Azéma²⁴ et Jacques Gelin²⁵. D'autres résistants, comme Raymond Aubrac²⁶, Claude Bourdet²⁷, Daniel Cordier²⁸ et Henri Frenay²⁹, ont évoqué son cas dans leurs récits. À cela s'ajoutent les documents du procès contre lui conservés aux Archives nationales

²² FLORES Marcello, *Il secolo dei tradimenti, op. cit.*, p. 12–14.

²³ HARDY René, *Derniers mots : mémoires*, Paris, Fayard, 1984.

²⁴ AZEMA Jean-Pierre, BEDARIDA François, FRANK Robert (dir.), *Jean Moulin et la Résistance en 1943*, Paris, IHTP, 1994 ; AZEMA Jean-Pierre, *Jean Moulin : le politique, le rebelle, le résistant*, Paris, Perrin, 2003.

²⁵ GELIN Jacques, *L'Affaire Jean Moulin : trahison ou complot ?*, Paris, Gallimard, 2013.

²⁶ AUBRAC Raymond, *Où la mémoire s'attarde*, Paris, Jacob, 1996.

²⁷ BOURDET Claude, *L'Aventure incertaine : de la Résistance à la restauration*, Paris, Stock, 1975.

²⁸ CORDIER Daniel, *Jean Moulin : La République des catacombes*, vol. 1-2, Paris, Gallimard, 2014.

²⁹ FRENAY Henri, *La Nuit finira*, Paris, Laffont, 1973.

à Pierrefitte-sur-Seine³⁰ et au Dépôt central des archives de la justice militaire (DCAJM), et qui ont été numérisés par le Mémorial de la Shoah³¹. Ignazio Silone, quant à lui, a été soigneusement analysé par les historiens Dario Biocca et Mauro Canali³². À ces deux exemples connus s'ajoute un cas moins connu : celui d'Ernst Rambow, fonctionnaire communiste devenu espion de la Gestapo, empêchant la Résistance ouvrière de Berlin de collaborer avec l'armée allemande dans le complot de Stauffenberg. Très peu mentionné dans l'historiographie, son nom n'apparaît que dans le catalogue de l'exposition consacrée à la Résistance ouvrière de Berlin³³. Un dossier le concernant, intitulé *Préparation à la haute trahison*, se trouve dans le Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde³⁴. Enfin, je me concentrerai sur quatre traîtres parmi les rangs antifascistes italiens : Antonio Bondi, Adolfo Costa, Mario Pistocchi et Angelo Rambaldi. Ils apparaissent dans les histoires de la police secrète fasciste, l'OVRA, de Mimmo Franzinelli³⁵ et Mauro Canali³⁶. La documentation relative à leurs parcours est conservée aux Archives centrales de l'État à Rome³⁷.

La Résistance française sous accusation : René Hardy

Jean Moulin est le héros de la Résistance par excellence. Le programme scolaire français le célèbre comme un symbole de vertu civique, de droiture morale et de patriotisme. En 2015, Jean Moulin est le cinquième nom le plus courant pour une école³⁸ et, en 2016, le troisième

³⁰ Archives Nationales site Pierrefitte-sur-Seine [AN], série Z/6, n° 244, dossier 2919 de la procédure instruite par la Cour de justice du département de la Seine contre René Hardy.

³¹ Mémorial de la Shoah [MS], DACJM, Affaire Hardy.

³² BIOCCA Dario, CANALI Mauro, *L'informatore : Silone, i comunisti e la polizia*, Milan, Luni, 2000 ; CANALI Mauro, *Le spie del regime*, Bologne, Il Mulino, 2004.

³³ NEUMANN Annette, REVELES Susanne, SCHINDLER-SAEFROW Bärbel, *Berliner Arbeiterwiderstand 1942–1945. "Wegmit Hitler – Schlußmit dem Krieg!" Die Saejkow-Jacob-Bästlein-Organisation*, Berlin, Berliner Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes – Bund der Antifaschisten und Antifaschistinnen, 2009, p. 9.

³⁴ Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde [BArch], R/3018/2174, Vorbereitung zum Hochverrat, 1937-1938.

³⁵ FRANZINELLI Mimmo, *I tentacoli dell'Ovra : agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Turin, Bollati Boringhieri, 1999.

³⁶ CANALI Mauro, *Le spie del regime, op. cit.*

³⁷ Archivio Centrale dello Stato à Rome [ACS], Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Polizia Politica, Fascicoli Personali, 1927-1944, n° 159, Bondi, Antonio; Casellario Politico Centrale, n° 719, Bondi, Antonio; Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Polizia Politica, Fascicoli Personali, 1927-1944, n° 338, Costa, Adolfo; Casellario Politico Centrale, n° 1502, Costa, Adolfo; Presidenza del Consiglio dei Ministri, Commissione per l'Esame dei Ricorsi dei Confidenti dell'OVRA (1946-1949), n° 11, dossier n° 172, Pistocchi, Mario; Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Polizia Politica, Fascicoli Personali, 1927-1944, n° 1033, Pistocchi, Mario; Casellario Politico Centrale, n° 4013, Pistocchi, Mario; Casellario Politico Centrale, n° 4213, Rambaldi, Angelo.

³⁸ BRONNER Luc et VAUDANO Maxime, « De Jules Ferry à Pierre Perret, l'étonnant palmarès des noms d'écoles, de collèges et de lycées en France », *Le Monde*, 18 avril 2015, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/18/de-jules-ferry-a-pierre-perret-l-etonnant-palmares-des-noms-d-ecoles-de-colleges-et-de-lycees-en-france_4613091_4355770.html.

parmi les noms de rue³⁹. De même, l'université Lyon 3 et une station de métro parisienne lui rendent hommage.

Le 19 décembre 1964, les cendres de Moulin sont transférées au Panthéon lors d'une cérémonie en présence du général de Gaulle. Pour marquer l'occasion, André Malraux, ministre des Affaires culturelles, prononce un discours devenu célèbre qui mentionne le rôle de la trahison dans l'arrestation de Moulin :

Le 9 juin, le Général Delestraint, chef de l'armée secrète enfin unifiée, est pris à Paris.

Aucun successeur ne s'impose. Ce qui est fréquent dans la clandestinité : Jean Moulin aura dit maintes fois avant l'arrivée de Serreules : « Si j'étais pris, je n'aurais pas même eu le temps de mettre un adjoint au courant... » Il veut donc désigner ce successeur avec l'accord des mouvements, notamment de ceux de la zone sud. Il rencontrera leurs délégués le 21, à Caluire.

Ils l'y attendent, en effet.

La Gestapo aussi.

La trahison joue son rôle - et le destin, qui veut qu'aux trois-quarts d'heure de retard de Jean Moulin, presque toujours ponctuel, corresponde un long retard de la police allemande. Assez vite, celle-ci apprend qu'elle tient le chef de la Résistance⁴⁰.

En affirmant que « la trahison joue son rôle », Malraux sous-entend qu'un traître soit responsable de l'arrestation de Moulin : René Hardy dont le rôle dans la Résistance devient important dans une période de conflit au sein des réseaux. Pour comprendre le contexte, il faut suivre l'évolution du rôle de Jean Moulin. Quand il est révoqué de son poste de préfet par la dictature vichyste en 1941, Moulin parcourt la France pour discuter avec plusieurs chefs de la Résistance afin d'évaluer les forces disponibles. Puis, il se rend à Londres et rencontre le général de Gaulle, qui est très impressionné par ses capacités. Il le désigne alors comme son représentant en France occupée et dans la zone « libre » avec pour mission d'organiser les liens entre la France combattante à l'extérieur et la Résistance intérieure. En un an et demi, il accomplit un travail colossal, mettant en place des liaisons radio et des opérations de parachutage, créant les Mouvements Unis de la Résistance (MUR) et leur bras armé, l'Armée secrète, et réunissant le Conseil National de la Résistance (CNR). Cependant, des ambitions rivales apparaissent de la volonté de contrôler les organisations des chefs de la résistance intérieure qui n'entendent pas se soumettre à l'autorité de Londres. Au printemps 1943, les conflits internes aux réseaux de la Résistance explosent et atteignent leur apogée fin mai⁴¹.

³⁹ AURADOU Olivier, « Noms de rues : Jaurès et Moulin les plus donnés », in *ladepeche.fr*, 16 avril 2016, <https://www.ladepeche.fr/article/2016/04/16/2326668-noms-de-rues-jaures-et-moulin-les-plus-donnees.html>.

⁴⁰ Le discours entier est ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/04/08/25001-20140408ARTFIG00071-le-discours-d-andre-malraux-au-pantheon.php>.

⁴¹ GELIN Jacques, *op. cit.*, p. 21.

C'est précisément dans cette période de conflit qu'un membre du mouvement Combat, René Hardy, acquiert un rôle plus important dans la Résistance. Il avait d'abord rejoint la Résistance alors qu'il travaillait comme attaché d'inspection au sein de la SNCF. Compte tenu de son expertise, le fondateur de Combat, Henri Frenay, lui confie une partie des activités ferroviaires de la Résistance et Hardy devint le chef d'une organisation qui couvrait une centaine de gares importantes. Cette opération de sabotage détruit des voies ferrées et des locomotives dans le but de ralentir le mouvement des troupes allemandes en France. Les nazis entreprennent de la démanteler : en mars 1943, sur la base d'une série d'arrestations et de saisies de documents concernant l'Armée secrète, l'état-major allemand crée un commando spécial chargé de traquer les agents de l'organisation. Le commando s'installe à Lyon, sous la direction du commissaire Werth et sous la haute main du chef de la Sipo-SD à Lyon : Klaus Barbie⁴².

Cette opération de répression à grande échelle commence à Marseille, comme on peut le déduire du « Rapport Flora⁴³. » Celui-ci est le premier, et le plus célèbre, des trois rapports secrets rédigés par Ernst Dunker, alias « Delage », l'un des dirigeants de la Sipo-SD⁴⁴. La trahison est au cœur de ce rapport puisque le succès de cette opération répressive peut être attribuée à cinq résistants que les nazis ont arrêtés et ont retournés contre leur camp.

Les trahisons les plus graves sont celles de Léon Brown, alias « Brunet », responsable régional des Groupes Francs à Toulon, et surtout de Jean Multon, alias « Lunel », secrétaire de Maurice Chevance, dit « Bertin », chef régional de Combat, devenu également le premier chef régional des Mouvements Unis de la Résistance (MUR). La trahison de Multon s'est révélée particulièrement dangereuse car il avait une bonne connaissance du fonctionnement des réseaux à Marseille et à Lyon. Dunker souligne le succès des opérations de ses contre-agents dans le rapport, évoquant spécifiquement les actions contre la « Section de sabotage ferroviaire à Lyon » :

Multon, arrêté ici par notre Service le 28 avril 1943 et engagé comme contre-agent depuis le 30 avril 1943 a été mis à la disposition le 24 mai 1943, après utilisation dans l'intérêt allemand couronnée de succès, de l'EK de Lyon en qualité de contre-agent. Multon, en qualité de courrier, a transmis en même temps, les indications de Brown, chef régional du Groupe Franc à l'EK de Lyon, concernant les chefs nationaux et les moyens de leur arrestation à Lyon [...], ayant reçu la mission de surveiller la nouvelle boîte aux lettres des mouvements Unis, Section des sabotages

⁴² La contemporaine, Nanterre [BDIC], F delta res, n° 0933, Klaus Barbie (1971–1997).

⁴³ *Ibid.*, n° 0888, Rapport Flora (1940–1977).

⁴⁴ Voir AN, série Z/6, n° 244, dossier n° 2919 de la procédure instruite par la Cour de justice du département de la Seine contre René Hardy. L'intégralité du rapport peut être lu dans l'original allemand et dans la traduction française dans le premier fichier, à partir de la page 165 de la numérotation archivistique ajoutée plus tard en noir.

ferroviaires à Lyon et la nouvelle boîte aux lettres de FRENAY, à l'hôtel de Bourgogne à Mâcon, dont on a eu connaissance par le chef-courrier LE COUSTER arrêté par notre Service⁴⁵.

En mai-juin 1943, les arrestations se multiplient. En quittant Lyon pour Paris le 7 juin dans la soirée, Hardy se retrouve dans un train avec Multon. Le 8, à 2 heures du matin, il est arrêté par la *Geheime Feldpolizei* et emprisonné à Chalon-sur-Saône. Il est ramené à Lyon par Klaus Barbie dans l'après-midi du 10. Jusque-là, tout le monde est d'accord sur les faits⁴⁶.

La suite des événements est racontée différemment par les partisans et les détracteurs de Hardy. Pour ces derniers, il a été manipulé par les nazis. Voyant sa fiancée Lydie Bastien – en fait, elle-même traîtresse – prise en otage, Hardy accepte de travailler à leur solde dès le soir du 10 ou le matin du 11 juin. Lydie Bastien était également la maîtresse de Harry Stengritt, assistant de Klaus Barbie, et les Allemands l'avaient chargée de recueillir des informations auprès des Résistants français. Hardy était son point d'entrée pour percer les secrets ennemis : en le séduisant, elle a pu transmettre à Barbie les informations nécessaires pour arrêter le général Charles Delestraint (alias « Vidal »), chef de l'Armée secrète. Jean Moulin était bien sûr la cible suivante. Les détracteurs de Hardy l'accusent donc d'être tombé dans le piège tendu par sa maîtresse.

Après avoir accepté de travailler pour l'occupant, Hardy aurait été autorisé à se déplacer librement. En réalité, les Allemands le tenaient en laisse. Moulin organise une réunion pour trouver un remplaçant à Delestraint. Les ennemis songent à en profiter pour arrêter des hauts cadres de la Résistance. La rencontre est fixée le 21 juin en banlieue lyonnaise, à Caluire. Les nazis, au courant de l'heure et du lieu du rendez-vous grâce à Hardy, font irruption dans la maison et arrêtent cinq personnes – dont Hardy – dans une pièce du premier étage, et plusieurs autres protagonistes, dont Moulin, dans la salle d'attente. Au départ, ce dernier n'est pas identifié car, arrivé en retard, il a été conduit dans la salle d'attente sans qu'Hardy ne l'aperçoive. Malheureusement, deux jours plus tard, le représentant de de Gaulle est identifié comme « Max », puis torturé par Barbie et enfin envoyé à Paris. Il meurt ensuite dans des circonstances encore aujourd'hui obscures⁴⁷.

Les nazis sont visiblement satisfaits des résultats de l'opération. En témoigne la conclusion de Dunker dans le « Rapport Flora » qui laisse espérer l'anéantissement prochain des Mouvements Unis de la Résistance (MUR) :

⁴⁵ *Ibid.*, Rapport Flora, premier fichier, p. 137.

⁴⁶ GELIN Jacques, *op. cit.*, p. 21–22.

⁴⁷ *Ibid.*

Grâce aux arrestations des chefs isolés du Mouvement par notre EK, les Mouvements de résistance Unis restent sans direction et leur activité est paralysée pour un certain temps. Après exécution de l'action d'arrestation prévue par nous des autres personnes connues, l'anéantissement complet des Mouvements Unis de résistance pourrait être assuré⁴⁸.

Les détracteurs de Hardy mettent en avant son évasion miraculeuse comme preuve de sa trahison. À Caluire, les nazis menottent tous les membres de la Résistance sauf lui, d'où des soupçons persistants. La femme de ménage du docteur Dugoujon souligne ce détail lors de son audition au procès de Hardy :

L'audition de Mme BROSSIER Marguerite, domestique du Dr DUGOUJON [...] fait ressortir que HARDY n'avait pas des menottes dans le dos lorsqu'il s'est enfui. Elle relate également que l'Allemand en stationnement sur la porte d'entrée, armé d'une mitraillette n'a pas tiré sur HARDY, bien qu'il ait pu le faire. Elle s'étonne que les Allemands qui le poursuivaient et lui tiraient dessus de très près ne l'aient pas tué et qu'ils n'aient pas poussé davantage leurs recherches. À la réflexion, elle trouve cette scène bizarre⁴⁹.

Il est également dit qu'il se serait tiré une balle dans le bras pour prouver qu'il s'était battu contre les nazis. Le même jour, la police française l'arrête et l'envoie à l'hôpital de l'Antiquaille. Sept jours plus tard, il est livré aux Allemands et transféré à l'hôpital de la Croix-Rousse.

L'affaire Hardy éclate immédiatement. En effet, les responsables des mouvements ne sont pas d'accord entre eux sur ses responsabilités dans l'affaire de Caluire :

Presque tous ceux de Combat (à l'exception de Maurice Chevance-Bertin) font bloc pour défendre Hardy (Frenay déclarant même à Londres, à la fin juin, qu'il est l'une des trois personnes dans lesquelles il a une totale confiance), tandis que des responsables des autres mouvements sont suffisamment sûrs de sa culpabilité pour envisager de l'empoisonner dans son hôpital-prison⁵⁰.

Le 3 août, Hardy s'échappe de nouveau, dans des conditions extraordinaires, et réussit à disparaître. Plus tard, fin 1943, il reprend contact avec la Résistance, rejoint Frenay en Algérie en juin 1944 et le suit à Paris après la libération⁵¹. C'est à Paris qu'il est arrêté le 12 décembre, après la découverte du « Rapport Flora », où il est explicitement nommé et où on lui attribue la responsabilité de l'arrestation de Moulin :

Didot (nom de guerre). Chef national du Sabotage des trains des Mouvements Unis, lequel ensuite, comme contre-agent de l'EK de Lyon, a fait arrêter à Lyon le 25 juin 1943 dans une réunion

⁴⁸ AN, série Z/6, n° 244, dossier n° 2919 de la procédure instruite par la Cour de justice du département de la Seine contre René Hardy, cit., p. 129.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 426.

⁵⁰ AZEMA Jean-Pierre, BEDARIDA François, FRANK Robert (dir.), *op. cit.*, p. 128.

⁵¹ GELIN Jacques, *op. cit.*, p. 22.

à Lyon : Mou[l]in, Jean, dit Max, dit Régis, délégué personnel de De Gaulle, président du Comité directeur des Mouvements Unis⁵².

Cependant, lors de ses procès, Hardy tire bénéfice de jugements contradictoires qui tiennent au fait que les événements restent pour la plupart peu clairs. En janvier 1947, le premier procès a lieu devant la Cour de Justice de la Seine. Le parti communiste français (PCF) n'avait pas de doutes sur sa trahison, dénonçant également « ses protecteurs, en l'occurrence Frenay, Bénouville et quelques responsables de Combat⁵³. » Mais Hardy est acquitté car il convainc les juges de l'absence de preuve concernant son arrestation dans la nuit du 7 au 8 juin 1943. Selon sa version des faits, il s'est échappé, raison pour laquelle les Allemands voulaient se venger de lui. En 1950, Roger Wybot, patron de la direction de la Surveillance du territoire (DST), le contredit avec une preuve de son arrestation dans le train, à savoir le rapport d'un contrôleur auprès de sa compagnie⁵⁴. Ce rebondissement aboutit à une nouvelle incarcération et à un deuxième procès devant un tribunal militaire, la même année. Hardy est de nouveau acquitté, bénéficiant cette fois-ci d'une disposition particulière de la justice militaire, appelée la « minorité de faveur » : quatre jurés le déclarent coupable et trois se prononcent pour son innocence. Or, pour le condamner, il aurait fallu plus de deux voix d'écart. Il est donc libéré à la fureur d'une grande partie des Résistants⁵⁵.

Selon Jean-Pierre Azéma, l'affaire Hardy « a pollué la mémoire de la Résistance parce qu'elle a servi à régler des comptes, voire à salir des réputations⁵⁶. » Au même titre que le procès de Klaus Barbie, elle remet en question le mythe de la pureté du mouvement. Certes, l'image des trahisons est bien antérieure aux événements. Le cas Hardy a suscité un débat public sans précédents. L'acte d'accusation du procès de Barbie porte sur les crimes contre l'humanité, donc imprescriptibles. Jacques Vergès, son avocat, plaide pour ce qu'il appelle une « défense de rupture⁵⁷ » : taisant les événements susceptibles d'être qualifiés de crimes contre l'humanité, il insiste sur toute autre chose pour mettre en cause la République, voire les parties civiles, à savoir les affaires annexes à l'accusation et aux poursuites. Ainsi, Vergès exhume Hardy. Il

⁵² AN, série Z/6, n° 244, dossier 2919 de la procédure instruite par la Cour de justice du département de la Seine contre René Hardy, cit., p. 136.

⁵³ AZEMA Jean-Pierre, BEDARIDA François, FRANK Robert (dir.), *op. cit.*, p. 129-130.

⁵⁴ CORDIER Daniel, *op. cit.*

⁵⁵ GELIN Jacques, *op. cit.*, p. 23.

⁵⁶ AZEMA Jean-Pierre, *Jean Moulin : le politique, le rebelle, le résistant*, *op. cit.*, p. 401.

⁵⁷ Sur ce point, EL CORSO Malika (dir.) *Algérie 1954-1962. Les Robes noires au Front : entre engagement et « art judiciaire »*, Alger, Editions Les Amis de Abdelhamid Benzine, 2012 ; THENAULT Sylvie, « Défendre les nationalistes algériens en lutte pour l'indépendance. La " défense de rupture en question " », in *Le Mouvement social*, 2012, n° 240, p. 121-135, <https://www.jstor.org/stable/41684149>.

insinue que la France voulait ignorer les événements de Caluire, par peur de révéler les failles des fondements mêmes de la République, c'est-à-dire la conviction que tous les résistants étaient des héros. Même si Barbie a finalement été condamné et si l'argumentaire de Vergès n'a convaincu ni la cour ni les jurés, il a contribué à battre en brèche l'image de l'unité et de la pureté de la Résistance en soulignant comment la stigmatisation de la trahison nuit à sa mémoire⁵⁸.

Un traître dans les rangs des communistes allemands : Ernst Rambow

Mouvement moins connu du grand public, la Résistance ouvrière de Berlin d'Anton Saefkow, Franz Jacob et Bernard Bärtle est particulièrement active en 1943-1944. Son objectif est de soutenir les opposants au régime nazi, d'aider les prisonniers et les condamnés aux travaux forcés à fuir, et de fournir de la nourriture ainsi que de l'argent à tous les clandestins susceptibles d'être arrêtés par les nazis. Le réseau a été démantelé à cause du traître Ernst Rambow, militant communiste devenu informateur de la Gestapo.

En février 1933, les nazis arrêtent celui-ci et l'envoient dans un camp de concentration jusqu'en juillet. En novembre 1934, il est condamné à six ans de prison pour haute trahison (*Hochverrat*). On peut lire ses aveux dans le dossier du procès où il détaille le processus de son affiliation au Parti communiste d'Allemagne (KPD) :

Je suis syndiqué et politiquement de gauche depuis 1910. Après la guerre, j'ai été membre de l'USPD [*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands* ou Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne] et je me suis converti au KPD en 1920. J'ai occupé divers postes au sein du parti⁵⁹.

Dans ses aveux, Rambow mentionne qu'à partir de 1928, il « s'est vu confier l'ensemble des travaux de défense » d'un district du Brandebourg et que cette expression « à cette époque signifia[it] tout travail illégal⁶⁰. » Il était employé par le service de renseignement du KPD. Rambow continue cette activité jusqu'à la fin de 1930 ou au début de 1931. Il rejoint ensuite

⁵⁸ Pour une discussion plus approfondie, voir REID Donald, *Germaine Tillion, Lucie Aubrac, and the Politics of Memories of the French Resistance*, Newcastle, Cambridge Scholars, 2007.

⁵⁹ Transcription de la confession d'Ernst Rambow en Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde [BArch], R/3018/2174, Vorbereitung zum Hochverrat, (1937–38): « Seit 1910 bin ich gewerkschaftlich organisiert und politisch links eingestellt. Nach dem Kriege war ich Mitglied der USPD und trat 1920 zur KPD über. Ich bekleidete in der Partei verschiedene Funktionen... » Dans le corps de l'article, toutes les citations sont présentées en français. Quand les sources étaient en langue étrangère, elles ont été traduites par mes soins et j'ai reproduit les textes originaux en notes.

⁶⁰ « Von 1928 an wurde ich von der BL. Bln-Brandenburg (ich arbeitete s.Zt. im KL-Haus) als Abwehrmann im illegalen Apparat eingesetzt. Man übertrug mir die gesamte Abwehrarbeit des Besirks [...] Unter Abwehrarbeit war damals die gesamte illegale Arbeit zu verstehen » (*Ibid.*).

l'agence commerciale russe jusqu'en décembre 1932⁶¹. Après son arrestation, il donne de nombreuses indications potentiellement utiles aux nazis. Par exemple, il mentionne l'existence d'une cellule communiste appelée Justice, « qui comprenait tous les camarades qui étaient employés par la justice à Berlin⁶² » :

Je n'ai jamais appris la force et les noms des membres ou de la direction. Les « Autorités » du département du Reich sous la direction de Schubert s'occupaient de ce groupe. [...] J'ai appris de Schubert lors de ma première garde à vue qu'il avait été expulsé comme étranger. L'officier du SPD de Berlin s'appelait « Paul », son vrai nom m'est inconnu. Son supérieur, c'est-à-dire l'agent du SPD travaillant à l'Office national des statistiques, se faisait appeler « Willy. » [...] L'agent berlinois des partis de droite s'appelait « Egon ». Je connais aussi son vrai nom, duquel je ne me souviens pas pour le moment. Son père était tailleur de métier. Je ne peux fournir plus d'informations sur le responsable des opérations de Berlin⁶³.

On comprend aisément pourquoi de tels aveux pouvaient être utiles : un traître suffit pour traquer et démanteler tout un réseau. Rambow, cependant, est plus utile comme espion car il a déjà travaillé dans les services de renseignement du Parti communiste dont il décrit le fonctionnement dans ses aveux : à en croire ces derniers, il sait ce que ce travail implique⁶⁴.

En 1940, il est transféré à Berlin, à la prison de la Gestapo au service de laquelle il accepte de travailler contre la promesse d'échapper au camp de concentration. Bien payé, il reçoit divers avantages matériels pour son travail d'espion⁶⁵. Il réussit à gagner la confiance du résistant Anton Saefkow qui le connaissait comme camarade communiste depuis leur rencontre en prison en 1933.

⁶¹ « Bis Ende 1930, evtl. bis Anfang 1931 übte ich diese Arbeit aus und kam dann zur russischen Handelsvertretung, wo ich bis Dezember 1932 tätig war » (*Ibid.*).

⁶² « Mir war weiter bekannt, daß eine kommunistische Zelle „Justiz“ bestand, zu der die gesamten Genossen gehörten, die bei der Justiz in Berlin beschäftigt waren » (*Ibid.*).

⁶³ « Stärke und Namen der Mitglieder oder der Führung habe ich nie erfahren. Um diese Gruppe kümmerte sich das Reichsressort „Behörden“ unter der Leitung von Schubert [...] Über Schubert habe ich während meiner ersten Schutzhaft erfahren, daß er als Ausländer abgeschoben worden ist. Die Berliner SPD-Bearbeiter nannte sich „Paul“, sein richtiger Name ist mir nicht bekannt. Sein Vorgesetzter, also der SPD-Bearbeiter im Reichsmaßstabe, nannte sich „Willy“ [...] Der Berliner Bearbeiter der Rechtsparteien nannte sich „Egon“, ich kenne auch seinen richtigen Namen, der mir aber im Moment nicht einfällt. Sein Vater war Schneider von Beruf. Über den Berliner Leiter für die Betriebe kann ich keine Angaben mehr machen... » (*Ibid.*).

⁶⁴ « In der eigentlichen Parteiabwehr waren Unterlagen gesammelt worden in Form von bereits veröffentlichten „Schwarzen Listen“ die in den Büros der BL im KL-Haus aufbewahrt wurden. Bei Durchsuchungen des Hauses wurden sie meistens in den Aktentaschen und Zimmern der Abgeordneten versteckt. Eine Kartei habe ich nicht geführt. Auch überhaupt kein illegales Büro gehabt. Schriftstücke, die nicht im Hause aufbewahrt werden durften, gingen zu den Reichsressorts. Schubert hat als Reichsabwehrmann bestimmt eine Kartei und eine Sammlung von Abwehrmaterial gehabt, welches meiner Ansicht nach in Neukölln untergebracht sein musste. Ich habe diese Stelle aber nie erfahren. Bei den einzelnen Abwehrfällen fragte ich stets bei Ihn an, ob der Verdächtige schon bekannt sei und erhielt von ihm dann die Anfrage zurück. Ich machte die Zusammen[S]tellungen der Spitzel usw., worauf die Schwarzen Listen in Reichsmaßstabe » (*Ibid.*).

⁶⁵ NEUMANN Annette, REVELES Susanne, SCHINDLER-SAEFKOW Bärbel, *op. cit.*, p. 9.

En avril 1944, les sociaux-démocrates Adolf Reichwein et Julius Leber contactent Saefkow pour enquêter sur la possible participation de l'organisation Saefkow-Jacob-Bästlein au complot du 20 juillet. Il s'agit de la plus célèbre tentative d'assassinat contre Hitler, organisée par Claus von Stauffenberg, chef d'état-major auprès du commandant de l'Armée de réserve et de l'intérieur. Le 22 juin, Saefkow rencontre Reichwein et Leber dans l'appartement du docteur Rudolf Schmid. Malheureusement, Rambow participe également à la réunion⁶⁶. Une nouvelle rencontre est prévue le 4 juillet pour discuter de mesures d'action, mais lorsque Saefkow, Jacob et Reichwein arrivent à l'endroit prévu, la Gestapo les arrête. Leber est interpellé quelques jours plus tard.

Saefkow est profondément choqué lorsqu'il découvre la trahison de Rambow. Depuis la prison, il réussit à transmettre cette information à destination des membres du réseau toujours en liberté. Le 5 septembre, il est condamné à mort par un tribunal nazi et guillotiné le 18 dans la prison de Brandebourg-Görden. Jacob subit le même sort. Bernhard Bästlein avait déjà été arrêté le 30 mai de la même année. Torturé pendant des jours, il a été envoyé au camp de concentration de Sachsenhausen.

À cause de Rambow, 114 hommes et femmes sont arrêtés en juillet et 103 autres entre août-septembre, mettant à genoux le mouvement ouvrier de Berlin⁶⁷.

Dès mai 1945, Rambow trouve un emploi au tribunal de district de Charlottenburg. Il réussit à redevenir membre du KPD et, le 4 juillet, il tente même de se faire reconnaître comme victime du fascisme⁶⁸. Accusé d'être un espion au service de la Gestapo, il est arrêté à la fin de juillet et, le 25 septembre, condamné à mort par un tribunal militaire soviétique. Après le rejet de son recours en grâce le 29 octobre, il est fusillé le 12 novembre⁶⁹.

L'importance du rôle de Rambow ne peut être comprise que dans le cadre plus large de l'histoire allemande. Les historiens soulignent généralement que les actions de la Résistance dans l'Allemagne nazie étaient limitées et que la dictature nazie bénéficiait d'un large consensus. L'historien Martin Broszat identifie comme une forme de résistance de petits gestes tels que le refus de faire le salut nazi ; il établit une distinction entre des formes de résistance plus

⁶⁶ *Ibid.*, p. 144–157.

⁶⁷ *Ibid.*, 9.

⁶⁸ MULLER Klaus-Dieter et al. (dir.), *Todesurteile sowjetischer Militärtribunale gegen Deutsche (1944-1947): eine historisch-biographische Studie*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2015.

⁶⁹ WEBER Hermann, *Deutsche Kommunisten: Biographisches Handbuch 1918 bis 1945*, Berlin, Dietz, 2008.

politiques et délibérées (*Widerstand*) et des formes plus modérées (*Resistenz*), à travers lesquelles la population défend le système de l'ancienne République de Weimar sans pour autant remettre radicalement en cause les fondements du régime nazi⁷⁰. Cette interprétation est critiquée par d'autres historiens, comme Walter Hofer, qui soutient qu'elle « conduit d'une part à un nivellement par le bas de la résistance fondamentale contre le système et d'autre part à des actions critiquant les manifestations plus ou moins accidentelles et superficielles⁷¹. »

Je soutiens que la Résistance ouvrière de Berlin aurait représenté un véritable danger pour les nazis, si ces derniers ne l'avaient pas réprimée grâce à un traître à leur solde. Le potentiel de ce mouvement résidait dans son lien (perdu) avec le complot de Stauffenberg. L'armée allemande était la seule entité à pouvoir agir contre le régime nazi. À la fin des années 1930, des officiers de haut rang se rendent compte de l'intention d'Hitler d'entrer en guerre et décident de s'en débarrasser, pensant que l'Allemagne n'avait pas les ressources suffisantes pour la gagner. Mais au début de la guerre, l'Allemagne conquiert de nombreux pays, ce qui calme les contestations contre Hitler. Lorsque la *Wehrmacht* commence à perdre, les complots reprennent au sein de l'armée. Celui de Stauffenberg est le seul qui aurait pu réussir, surtout avec le soutien de la Résistance ouvrière de Berlin. La trahison de Rambow a empêché toute action commune entre la Résistance communiste et l'armée.

Intellectuel antifasciste ou traître fasciste ? L'énigme d'Ignazio Silone

Comme pour l'affaire Hardy, les traîtres ont été un outil puissant pour déconstruire le mythe de l'unité et de la pureté de la Résistance dans la période d'après-guerre. L'un des cas italiens les plus débattus parmi les historiens est celui du romancier italien Secondino Tranquilli, mieux connu sous son pseudonyme Ignazio Silone.

Silone est constamment décrit comme l'un des intellectuels italiens les plus célèbres et les plus lus en Europe et dans le monde. Son roman le plus célèbre, *Fontamara*, chef-d'œuvre dénonçant les conditions de pauvreté, d'injustice et d'oppression sociale sur les classes populaires, a été traduit dans de nombreuses langues⁷². De 1946 à 1963, son nom a été avancé dix

⁷⁰ BROSZAT Martin, *The Hitler State: The Foundation and Development of the Internal Structure of the Third Reich*, Londres, Longman, 1981 ; *Ibid.*, *Nach Hitler : der schwierige Umgang mit unserer Geschichte : Beiträge*, Munich, Oldenbourg, 1987.

⁷¹ KERSHAW Ian, *The Nazi Dictatorship: Problems and Perspectives of Interpretation*, Londres, Arnold, 2000, p. 195 : « leads to a levelling down of fundamental resistance against the system on the one hand and actions criticizing more or less accidental, superficial manifestations on the other. »

⁷² SILONE Ignazio, *Fontamara*, Paris, Rieder, 1934.

fois pour le prix Nobel de littérature. Outre ses œuvres littéraires, il a également une carrière politique importante. Il a été un des membres fondateurs du Parti communiste d'Italie (PCI) en 1921 et il en est devenu l'un des dirigeants dans la clandestinité sous le régime fasciste. Son frère Romolo Tranquilli est arrêté en 1928 pour appartenance au PCI avant de mourir en prison en 1931 à la suite de coups donnés par les fascistes. Silone a officiellement « rompu avec le Parti en 1930-1931 et a passé le reste de sa vie en tant que chrétien-socialiste indépendant⁷³. »

Dans les années 1990, les historiens italiens Dario Biocca et Mauro Canali ont trouvé des documents montrant que Silone aurait travaillé comme informateur pour la police fasciste de 1919 à 1930, en échange d'une contrepartie financière. Les documents indiquent qu'il a finalement choisi d'interrompre ses services car la police a torturé son frère. Les deux historiens ont publié les résultats de leurs recherches dans l'ouvrage *L'informatore : Silone, i comunisti e la polizia*⁷⁴.

Dans son livre sur l'OVRA, Canali ajoute d'autres preuves documentaires de l'activité de Silone en tant qu'informateur⁷⁵, bien que certains plaident toujours aujourd'hui son innocence.

Silone avait des liens étroits avec Guido Bellone, haut responsable de la police fasciste à la tête de la préfecture de police de Rome, spécialisée dans le contrôle des « subversifs » dans les cercles populaires de la capitale. En 1925, il s'est fait connaître pour avoir arrêté le député socialiste Tito Zaniboni qui était sur le point de tenter d'assassiner Mussolini : au courant du complot, les fascistes entendaient l'exploiter. En 1926, Bellone est affecté au ministère de l'Intérieur avec la responsabilité d'un bureau spécial de la Division de la police politique en charge du contrôle du « subversivisme » international. Il y reste jusqu'en 1936⁷⁶. Biocca et Canali supposent qu'il manipulait Silone qui a perdu son père prématurément – comme l'essentiel de sa famille, y compris sa mère – lors d'un tremblement de terre en 1915. On comprend aisément pourquoi Silone manquait d'assurance et avait besoin d'un mentor, voire d'un modèle paternel⁷⁷.

⁷³ CLARK Martin, « Who Was Silvestri ? », in *London Review of Books*, 2001, <https://www.lrb.co.uk/the-paper/v23/n15/martin-clark/who-was-silvestri>.

⁷⁴ BIOCCA Dario, CANALI Mauro, *op. cit.*

⁷⁵ CANALI Mauro, *Le spie del regime, op. cit.*

⁷⁶ Voir note 62 en FRANZINELLI Mimmo, *op. cit.*, p. 337.

⁷⁷ BIOCCA Dario, CANALI Mauro, *op. cit.*

Dans sa correspondance avec Bellone, antérieure à la création de l'OVRA, Silone a utilisé le pseudonyme « Silvestri. » Il continue à utiliser ce nom lorsqu'il est recruté par la police politique fasciste [ci-après POLPOL] à l'été 1927. Il signe de ce nom, en avril 1930, une lettre dans laquelle il confie à Bellone son désir de sortir à la fois de la politique active et de l'univers du renseignement. Canali soutient que les fragilités personnelles de Silone, latentes tout au long des années vingt, se sont amplifiées avec l'arrestation et la mort de son frère :

L'arrestation de Romolo, décédé quelques années plus tard en prison, et la réaffirmation de ses convictions communistes devant les juges du Tribunal spécial ont aiguisé le profond sentiment de culpabilité du frère aîné, qui a peut-être puisé des énergies morales et psychologiques dans ce drame familial pour entamer le voyage qui le conduira à rompre la relation avec Bellone et avec la POLPOL⁷⁸.

Canali cite des preuves supplémentaires de l'activité d'informateur de Silone. La première est une note du deuxième directeur de la division de la police politique fasciste, Michelangelo Di Stefano, datée du 1^{er} septembre 1929 : « Tranquilli Secondino aura une réunion ces jours-ci avec le commissaire Bellone à l'étranger. Nous attendons le résultat⁷⁹. » Canali a trouvé le document dans la série de la POLPOL dans laquelle figure un dossier au nom de Guido Saraceno, apparemment un cadre communiste. En janvier 1929, la police fasciste reçoit des informations depuis Moscou sur la présence de ce dernier dans la capitale soviétique. Des investigations ultérieures ont permis d'établir son nom et d'ouvrir un dossier sur lui. En raison de l'incertitude persistante sur son identité malgré diverses tentatives pour la découvrir et comme certains membres de la POLPOL ont avancé l'hypothèse d'un pseudonyme utilisé par Secondino Tranquilli (Silone), Di Stefano confie à Bellone la tâche d'en demander la confirmation directement à son *fiduciario*. Bellone a reçu de Tranquilli suffisamment d'informations, alors transmises à la POLPOL, pour clôturer le dossier⁸⁰.

Le deuxième document que Canali cite comme preuve de la collaboration permanente de Silone avec la police fasciste est une carte postale signée « Silvestri », provenant de Locarno en Suisse, datée du 11 novembre 1928 et adressée à Emilia Bellone, sœur de l'inspecteur. Elle

⁷⁸ « L'arresto di Romolo, che morì qualche anno dopo in carcere, e la riaffermazione davanti ai giudici del Tribunale Speciale del suo credo comunista acuirono i profondi sensi di colpa del fratello maggiore, il quale da questa tragedia familiare attinse forse le energie morali e psicologiche per iniziare quel cammino che lo avrebbe portato alla rottura del rapporto con Bellone e con la POLPOL. » (CANALI Mauro, *Le spie del regime, op. cit.*, p. 410).

⁷⁹ « Tranquilli Secondino dovrà avere un abboccamento in questi giorni con il comm. Bellone all'estero. Attendiamo l'esito » (*Ibid.*, p. 412).

⁸⁰ *Ibid.*

mentionne : « Salutations à vous et à l’avocat – Une lettre suivra – Silvestri⁸¹. » Par cette carte postale, Silone annonce à Bellone qu’il recevrait plus tard une lettre ou un rapport détaillé. Ensuite, Bellone a rencontré Silone comme à son habitude ; dans le dossier de Bellone comportant toutes ses missions en Italie et à l’étranger, on apprend qu’il est parti en mission pour Locarno le 19 novembre – quelques jours seulement après avoir reçu la carte postale – et est rentré à Rome le 28.

Canali s’appuie également sur un autre document pertinent pour expliquer le voyage en Suisse de Bellone. Celui-ci aurait rencontré Di Stefano, qui lui aurait alors remis une note du 17 novembre, composée de 24 questions sur la vie interne du Parti communiste italien à soumettre au « confident communiste bien connu », c’est-à-dire, très certainement, Silone⁸². Ces questions visaient à se renseigner sur l’organisation du mouvement communiste international. Ce document contredit l’argumentaire selon lequel Silone n’a fourni à Bellone que des informations négligeables. La durée de la mission – six jours – témoigne également de sa complexité et de celle des informations demandées.

En avril 1928, Silone écrit :

Nous ne risquons pas de nous tromper en disant que le PNF [le Parti National Fasciste] a reçu le soutien de groupes compacts de tous les partis politiques italiens à l’exception du Parti communiste.

Il y a eu un nombre très limité d’éléments de base du Parti communiste qui sont passés au fascisme, malgré l’histoire opposée propagée par les réformistes. [...] Leur trahison n’avait aucune importance politique [...]⁸³

Une déclaration assez hypocrite de sa part...

Contes de départ et de retour : les traîtres dans l’antifascisme italien

Cas de trahison le plus célèbre, celui de Silone n’est pas le seul dans les rangs antifascistes. Bien que la trahison ne soit pas un outil d’espionnage systématique, les fascistes ont profité des

⁸¹ ACS, Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Affari Generali e Riservati, section I : K/R OVRA, 1927–1944, n° 18, carte postale de « Silvestri » provenant de Locarno, adressée à Emilia Bellone, sœur de l’inspecteur Guido Bellone, et datée 11 novembre 1928, citée en CANALI Mauro, *Le spie del regime*, op. cit., p. 412 : « Saluti a Lei e all’avvocato–Seguirà lettera–Silvestri. »

⁸² CANALI Mauro, *Le spie del regime*, op. cit., p. 413 : « noto fiduciario comunista. »

⁸³ « Non rischiamo di essere smentiti affermando che il PNF ha ricevuto l’apporto di gruppi compatti da tutti i partiti politici italiani eccetto il partito comunista. Vi è stato un numero limitatissimo di elementi di base del partito comunista passati al fascismo, malgrado la favola contraria diffusa dai riformisti. [...] Il loro tradimento non ebbe alcuna importanza politica [...] » (TRANQUILLI Secondino, « Borghesia, piccola borghesia e fascismo », *Stato Operaio*, avril 1928, cité en FRANZINELLI Mimmo, op. cit., p. 311).

militants antifascistes qui ont rejoint leur camp. Ceux-ci opèrent souvent à l'étranger auprès d'individus bouleversés par des changements d'ordre personnel et idéologique et guidés par des choix opportunistes. Des rapports faisant état d'une surveillance systématique des informateurs de l'OVRA par l'organisme lui-même apparaissent dans les dossiers de la *Divisione Polizia Politica*, dans le *Casellario Politico Centrale* et dans d'autres séries conservées aux Archives centrales de l'État à Rome.

Antonio Bondi est l'un de ces cas. Les fascistes profitent de lui pour infiltrer le mouvement antifasciste Justice et Liberté (*Giustizia e Libertà*), l'une des principales cibles de l'OVRA. Né à Cesena en 1891, Bondi est d'abord socialiste. Il travaille pour la Fédération nationale des coopératives jusqu'en 1924. En 1927, il s'exile en France pour poursuivre son activité. Le 18 décembre 1932, il demande à Mussolini l'autorisation de rentrer en Italie : « en raison de la crise actuelle, mais surtout pour un récent malheur familial tragique qui m'est arrivé en Italie, je voudrais rentrer dans ma Patrie⁸⁴. » Il affirme ensuite avoir renoncé à tout engagement politique antifasciste : « J'assure Votre Excellence que si j'ai la chance de pouvoir retourner travailler en Italie, je ferai tout ce qui m'est possible pour être digne de l'aide que je reçois⁸⁵. » Ainsi, il est passé de socialiste à espion de la police fasciste, avec le pseudonyme d'« Arsace » et le numéro 693.

Au début, les militants de Justice et Liberté se méfient de lui, mais le chef du mouvement lui-même, Carlo Rosselli, décide finalement de lui faire confiance en l'intégrant au nouveau conseil de la culture en juin 1936⁸⁶. De leur côté, les fascistes ne lui font pleinement confiance qu'à partir du 25 janvier 1941, date à laquelle il est rayé de la liste des subversifs, ce qui ne l'empêche pas d'être surveillé pendant plus d'une décennie ensuite selon son dossier du *Casellario*. Si Bondi s'est avéré un espion fidèle et compétent, digne de recevoir les éloges des fascistes pour ses rapports précis⁸⁷, l'allégeance fasciste d'Angelo Rambaldi est plus discutable.

Né à Ravenne en 1881 et initialement anarchiste, Rambaldi est arrêté en 1912 pour tentative d'attentat contre le roi Vittorio Emanuele III. Il passe ses années d'anarchiste entre la

⁸⁴ « per la crisi attuale, ma soprattutto per una recente tragica disgrazia familiare avvenutami in Italia, io desidererei ritornare in Patria » (ACS, Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Polizia décennie selon son Politica, Fascicoli Personali, 1927–1944, n° 159, dossier d'Antonio Bondi : *Casellario Politico Centrale*, n° 719, dossier d'Antonio Bondi).

⁸⁵ « Assicuro V.E. che se avrò la fortuna di poter rientrare a lavorare in Italia, farò tutto il mio possibile per rendermi degno dell'aiuto ricevuto » (*Ibid.*, *Casellario Politico Centrale*, n° 719, dossier d'Antonio Bondi, cit.).

⁸⁶ FRANZINELLI Mimmo, *op. cit.*, p. 157.

⁸⁷ ACS, n° 719, dossier d'Antonio Bondi, cit. Le 8 janvier 1941, le chef de la Division de la police politique écrit que Bondi « [p]endant de nombreuses années a spontanément servi d'informateur politique utile et intelligent » (« Per molti anni ha prestato spontaneamente utile e intelligente opera di informatore politico »).

France, Monaco et la Belgique. Dans les années 1920, il retourne en Italie et s'installe à Milan où il travaille comme contremaître sur un chantier de construction. Ses idées changent alors : il rejoint la Concentration antifasciste (*Concentrazione Antifascista*) – une coalition italienne de groupes antifascistes – mais s'efforce de diviser subtilement la communauté des exilés. En 1928, il tente de détruire la Concentration en attaquant les dirigeants par un manifeste pamphlétaire signé par certains anarchistes :

Nous les croyions vertueux, forts, généreux, intelligents ; au contraire, aujourd'hui, ils apparaissent à nos yeux pauvres de cœur et d'esprit, médisants comme des concierges, envieux comme des courtiers, avarés comme des marchands, mesquins toujours et en tout. En exil, alors que la solidarité aurait dû se renforcer entre dirigeants et militants de base, ils nous ont dit qu'il n'y avait plus rien à espérer d'eux, que chacun s'arrangerait comme il le pourrait. Nous avons appris de Treves à connaître Modigliani, nous avons appris de Nenni à connaître De Ambris, nous avons appris des républicains, de Bergamo, de Pistocchi etc. à connaître les *magna pars* [les plus importants représentants] du socialisme et vice versa, nous avons appris de nombreux camarades à connaître l'antifascisme de Nitti, Giannini, etc. Que de misère morale ! Quelle bassesse de sentiments⁸⁸ !

Les fascistes ne tardent pas à voir en lui un informateur prometteur. Selon un rapport du préfet de Milan du 31 janvier 1930, il a « donné des signes tangibles de repentance, rendant quelques services à la *questura* locale [la préfecture de police], tout comme il avait servi le consul royal de Bruxelles avant de rentrer en Italie⁸⁹. » Il devient informateur de police sous le pseudonyme de « Napoléon » mais, malheureusement pour lui, son travail ne fut pas très lucratif. En septembre 1934, il quitte à nouveau l'Italie pour Toulon où il reprend contact avec des exilés antifascistes. En janvier 1939, cependant, il écrit au consul d'Italie à Toulon pour rentrer chez lui. Il déclare qu'il était parti pour travailler avec son frère et qu'il s'est « toujours tenu à l'écart de tout militant ainsi que toute personne équivoque⁹⁰. » Le consul l'autorise à rentrer mais, le 13 septembre 1940, le régime fasciste le condamne à quatre ans de *confino* [résidence

⁸⁸ « Li credevamo virtuosi, forti, generosi, intelligenti; invece si manifestano oggi ai nostri occhi poveri di cuore e di spirito, pettegoli come serve, invidiosi come sensali, avari come mercanti, meschini sempre ed in tutto. Nell'esilio, quando la solidarietà avrebbe dovuto rinsaldarsi tra capi e gregari, quelli ci dissero che da loro non c'era più nulla da sperare, che ognuno si fosse arrangiato come poteva. Abbiamo imparato da Treves a conoscere Modigliani, abbiamo imparato da Nenni a conoscere De Ambris, abbiamo imparato dai repubblicani, da Bergamo, da Pistocchi ecc. a conoscere i magna pars del socialismo e viceversa, abbiamo imparato da molti compagni a conoscere l'antifascismo di Nitti, di Giannini ecc. Quanta miseria morale! Quanta bassezza di sentimenti! » (Le manifeste est cité dans FRANZINELLI Mimmo, *op. cit.*, p. 185).

⁸⁹ La citation originale du rapport en question est : « dato segni tangibili di ravvedimento, rendendo anche qualche servizio alla locale questura, come già ne ebbe a rendere al R. Console di Bruxelles prima di rimpatriare » (ACS, Casellario Politico Centrale, n° 4213, dossier d'Angelo Rambaldi).

⁹⁰ « Mi sono sempre tenuto distante da qualsiasi persona politica come ho evitato non importa qualsiasi persona equivoca » (*Ibid.*, *lettere au consul italien à Toulon*, 9 janvier 1939).

forcée]. Son allégeance douteuse a été remarquée par le régime et par les antifascistes eux-mêmes qui rompent tout contact avec lui lorsqu'ils découvrent son passé d'espion fasciste.

Comme Bondi, Adolfo Costa souffre de problèmes familiaux. Né en 1904 à Barcelone, il travaille pendant 13 ans au consulat d'Italie dans cette ville. Ensuite, il a été « distrait par une compagne peu recommandable et [commença] à passer du temps dans des milieux frivoles jusqu'à ce qu'il [tombe] victime des stratagèmes d'une femme de petite vertu qui lui [fit] perdre d'abord la tête, puis son travail au consulat⁹¹ ». Incapable de trouver un autre emploi, sa vie est difficile entre une mère âgée et une sœur malade dont il devait prendre soin. Aussi, accepte-t-il de devenir informateur de la police mussolinienne et contacte les antifascistes exilés en Espagne. Son allégeance au régime italien se révèle toute aussi ambiguë que celle de Rambaldi. Certains espions fascistes infiltrés dans les forces armées républicaines ont signalé à la police fasciste sa présence dans le front de gauche, et l'ont accusé d'avoir rejoint les opposants de Franco par opportunisme. Costa finit par rester avec les militants antifranquistes jusqu'à la fin de la guerre civile et, en janvier 1939, s'enfuit en France. Pour échapper à toute arrestation, il traverse les Pyrénées mais est de nouveau capturé et interné dans un camp de concentration jusqu'à ce que le consulat de Barcelone le fasse libérer. En janvier 1942, il est sur le point d'être expulsé d'Espagne en tant qu'ancien républicain, mais il ne veut pas être rapatrié en Italie à laquelle il n'est guère attaché et dont il ignore les mœurs et la langue.

Le parcours de Rambaldi rappelle en partie celui du républicain Mario Pistocchi⁹². Santi Fedele a mis en évidence la complexité des relations qui unissent et séparent Fascistes et Républicains avant 1926⁹³. Dans le programme de San Sepolcro, les Fascistes demandent la convocation d'une Assemblée nationale constituante élue au suffrage universel pour s'exprimer sur les institutions, l'abolition du Sénat nommé par le roi et la participation ouvrière à la gestion des entreprises. Les points communs avec le programme républicain de décembre 1918 sont donc nombreux, et Mussolini félicite alors les Républicains pour leur soutien à l'irrédentisme. Pour leur part, ces derniers regardent le mouvement avec sympathie et sans hostilité, le compte-rendu de leur congrès d'Ancône en septembre 1920 ne mentionnant pas le mot de fascisme qui,

⁹¹ La citation est extraite du rapport du consulat général d'Italie à Salamanque au ministère des Affaires étrangères, le 11 août 1937, dans le dossier du Casellario : « fu sviato da sconsigliabili compagne e prese a frequentare ambienti frivoli fino a cadere nelle reti d'una donna di facili costumi che gli fece perdere la testa prima e l'impiego al consolato poi » (ACS, Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Polizia Politica, Fascicoli Personali, 1927–1944, n° 338, dossier d'Adolfo Costa ; Casellario Politico Centrale, n° 1502, dossier d'Adolfo Costa).

⁹² ACS, Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Polizia Politica, Fascicoli Personali, 1927–1944, n° 1033, dossier de Mario Pistocchi ; Casellario Politico Centrale, n° 4013, dossier de Mario Pistocchi.

⁹³ FEDELE Santi, *I repubblicani di fronte al fascismo, 1919-1926*, Florence, Le Monnier, 1983.

à cette époque, n'a pas encore de réelle signification. Pourtant, la presse républicaine se méfie : *L'Italia del Popolo* de Milan, *La Svegliata Repubblicana* de Carrara, *Lucifero* d'Ancône le critiquent dès 1919 pour ses positions nationalistes et invitent les Républicains à ne pas adhérer au mouvement puis au parti fasciste.

Toutefois, la séduction est réelle car le fascisme défend l'interventionnisme, la guerre contre les neutralistes, les Bolcheviques et les défaitistes du PSIUP (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne). Or, en Romagne, l'opposition entre Républicains et Socialistes est violente, et le journal républicain de Ravenne, *La Libertà*, reprend souvent des articles de Mussolini publiés dans *Il Popolo d'Italia*. Cette séduction se traduit par nombre de doubles adhésions PRI-faisceau en 1919, avant que la direction n'interdise cette pratique en mai 1920. Les violences entre fascistes et Républicains se multiplient alors, au point que les Romagnols créent l'« *Avanguardia repubblicana* », organisation paramilitaire munie d'armes de guerre et active contre les socialistes.

En 1922, la direction se rapproche de la gauche pour lutter contre le fascisme, ce qui mécontente les Romagnols. La presse de Ravenne et de Cesena porte des appréciations positives sur la Marche sur Rome, car la victoire des Fascistes est interprétée comme celle des interventionnistes. Pour préserver le tissu républicain en Romagne, en 1923, Mario Pistocchi et d'autres – Federico Comandini, Domenico Pacetti, Oddo Marinelli, Fortunato Buzzi, Chiarissimo Calderoni – quittent le parti afin de créer une organisation républicaine autonome. Le parti perd alors 20% de ses membres.

Pistocchi s'exile en France où il devint membre actif de la LIDU, *Lega italiana dei diritti dell'uomo* (Ligue italienne des droits de l'homme), de la *Concentrazione antifascista* et de la Fédération des républicains italiens en Europe (*Federazione dei repubblicani italiani in Europa*). Il écrit un livre, *Le destin de l'Europe*⁹⁴, dans lequel il imagine une fédération européenne contre l'essor totalitaire. Cependant, à la suite de la défaite française de juin 1940, il connaît une mauvaise passe personnelle qui le conduit à se rapprocher du comte Teodorani Fabbri, membre du parti fasciste, dans l'espoir de rentrer en Italie. Pistocchi décrit sa désillusion par rapport à ses idéaux politiques antérieurs qu'il définit comme « anachroniques » dans une longue lettre à Teodorani Fabbri :

Depuis plusieurs mois maintenant - alors que l'Italie préparait ses décisions suprêmes et que la France s'était bercée dans une fière position d'intransigeance et de nouveaux rêves apocalyptiques d'hégémonie – j'ai pu chaque jour me rendre compte de la vanité de ces efforts et découvrir l'enchèvement trouble des mensonges, de silence public et privé, d'appétits et de ressentiments,

⁹⁴ PISTOCCHI Mario, *Le destin de l'Europe*, Paris, Figuière, 1931.

qui constituait la véritable essence d'un monde luxurieux et paresseux, en pleine décadence, dont les manifestations extérieures multiples et bruyantes parvenaient à tromper même les observateurs les plus avertis.

Aujourd'hui, les illusions se sont évanouies. Dans le tourbillon d'une énorme défaite, j'assistais à l'effondrement définitif des idéologies anachroniques, auxquelles seule une propagande habile avait donné, aux yeux d'hommes de bonne foi, une certaine force de séduction⁹⁵.

Comme Bondi et Costa, Pistocchi souligne les raisons de sa volonté de rentrer chez lui :

À une heure comme celle-ci, où l'Italie est toujours engagée dans un combat d'où doit sortir l'établissement d'une paix juste et durable, je ressens le besoin de donner à ma patrie le peu de force que je possède. J'ai bien connu les tourments de l'exil : je ressens aujourd'hui plus que jamais la nostalgie de mon pays⁹⁶.

Sa vie personnelle étant bouleversée, Pistocchi devient une proie idéale pour la police secrète. Cependant, devient-il vraiment un informateur ? Un mystère complique toute réponse : le 2 juillet 1946, la liste officielle des espions fascistes publiée dans la *Gazzetta Ufficiale* n. 145 recense un homonyme dont la date et le lieu de naissance diffèrent toutefois – celui-ci serait né à Faenza le 17 mai 1906, non à Cesena le 18 janvier 1901 – et qui a plus tard demandé à être radié de la liste⁹⁷.

Notre Mario Pistocchi a demandé en vain à l'avocat Federico Comandini, un vieil ami antifasciste, de prendre sa défense. Dans une lettre datée du 7 juillet 1946, il écrit : « Ils m'ont dit ce matin que mon nom figurait sur une liste de l'OVRA. C'est fou ! Dans mon existence troublée, c'est le coup le plus terrible que j'aie jamais subi. Je te crie tout mon étonnement, mon indignation, mon tourment. Ah non ! Je ne m'attendais pas à ça⁹⁸. » Cependant, Comandini le considérait comme un traître, au vu de sa réponse : « Il y a beaucoup de choses qui laissent

⁹⁵ « Da vari mesi a questa parte—mentre l'Italia preparava le sue supreme decisioni e la Francia si cullava in un'orgogliosa posizione di intransigenza e in nuovi apocalittici sogni di egemonia—ho potuto giorno per giorno rendermi conto della vanità di questi sforzi e scoprire il torbido groviglio di menzogne, di pubbliche e private omertà, di appetiti e di rancori, che costituivano la vera essenza di un mondo cupido e ignavo, in pieno disfacimento, le cui molteplici e rumorose manifestazioni esteriori riuscivano però ad ingannare anche gli osservatori più perspicaci. Oggi le illusioni sono svanite. Nel turbine di un'immane disfatta, ho assistito al crollo definitivo di ideologie anacronistiche, cui soltanto un'abile propaganda aveva dato, agli occhi degli uomini di buona fede, una certa forza di seduzione » (ACS, Casellario Politico Centrale, n° 4013, dossier de Mario Pistocchi, *lettere de Pistocchi à Teodorani Fabbri de Dordogne*, 10 août 1940).

⁹⁶ « In un'ora come questa, in cui l'Italia è ancora impegnata in una lotta dalla quale deve uscire l'assetto di una pace giusta e durevole, sento il bisogno di dare alla mia patria le poche forze di cui dispongo. Ho conosciuto a fondo il tormento dell'esilio: sento oggi più che mai vivace la nostalgia del mio paese » (*Ibid.*).

⁹⁷ ACS, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Commissione per l'Esame dei Ricorsi dei Confidenti dell'OVRA (1946-1949), n° 11, dossier n° 172, Mario Pistocchi.

⁹⁸ « Mi han detto stamani che in una lista dell'Ovra c'è il mio nome. Roba da pazzi! Nella mia esistenza travagliata è il colpo più terribile che mi sia dato subire. Ti grido tutto il mio stupore, la mia indignazione, il mio tormento. Ah no! Questo non me lo aspettavo. » (FRANZINELLI Mimmo, *op. cit.*, p. 456, note 98).

perplexe dans ton histoire. Et moi, j'étais plus que perplexe : très sérieusement dubitatif. Pas seulement moi. Tous ceux qui te connaissaient et ont ressenti la même sensation douloureuse que moi⁹⁹. » Ainsi, Pistocchi ne fait pas recours et rompt avec sa vie antérieure. Après s'être installé en France, il vit occasionnellement à Milan et travaille pour la maison d'édition Mondadori, mais ne remet plus jamais les pieds dans sa ville natale y compris pour les funérailles de sa mère en mars 1947. De même, son frère rompt tout contact avec lui¹⁰⁰.

Bien que les deux parcours n'aient pas les mêmes conséquences, le cas de Pistocchi rappelle celui de Hardy en ce qu'il génère un débat historiographique, toutefois de moindre ampleur. Au milieu des années 1970, l'article « Justice pour Mario Pistocchi » publié par Elio Santarelli dans le bimensuel républicain de Forlì *Pensiero Romagnolo* réhabilite le personnage et défend son innocence en soutenant la thèse de l'homonymie de Pistocchi avec un informateur de l'OVRA¹⁰¹. Selon un historien républicain, Santi Fedele, en revanche, Pistocchi « représente du fait des postes qu'il a longtemps occupés non seulement au sein du PRI [Parti républicain italien], mais aussi au sein de la LIDU [Ligue italienne des droits de l'homme] et de la Concentration antifasciste, le cas le plus déconcertant d'un leader antifasciste passé par la suite au service du régime¹⁰². » Dans l'essai biographique consacré à son exil, Enzo Merendi formule lui aussi l'hypothèse d'une collaboration avec la police secrète fasciste sous une forme indéterminée à partir de 1941¹⁰³.

Conclusion – Le traître, pantin des manœuvres fascistes

Les régimes fasciste et nazi ont identifié les traîtres comme des outils pour infiltrer les réseaux d'opposants politiques. Retourner les résistants et les exilés contre leurs groupes politiques d'origine présentait deux avantages : d'abord, ces espions ont déjà ou gagnent facilement la confiance de leurs camarades, ensuite ils apportent des informations et un accès aux réseaux

⁹⁹ « Ci sono molte cose che lasciano perplessi in questa tua vicenda. Ed io ero più che perplesso : in gravissimo dubbio. Non solo io. Tutti quelli che ti conoscevano e provavano la stessa dolorosa sensazione che provavo io » (*Ibid.*).

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ SANTARELLI Elio, « Giustizia per Mario Pistocchi », in *Pensiero Romagnolo*, 16 juillet 1977, cité par FRANZINELLI Mimmo, *op. cit.*, p. 456, note 98.

¹⁰² FEDELE Santi, *I repubblicani in esilio nella lotta contro il fascismo 1926–1940*, Florence, Le Monnier, 1989, p. 13, cité par *Id.*

¹⁰³ MERENDI Enzo, « La vicenda dell'esilio di Mario Pistocchi vista attraverso le carte e i documenti dell'Archivio Centrale dello Stato », in *Atti del Convegno su « Antifascisti romagnoli in esilio durante il fascismo » celebrato a Cesena il 6–7 dicembre 1980 a cura del Circolo Culturale « Rodolfo Morandi » e dell'AICS di Cesena*, Florence, La Nuova Italia, 1983, p. 339–380, cité par *Id.*

adverses. Aux retournements liés à des manœuvres de la police politique, se somment d'autres facteurs, y compris des échecs personnels et, en 1940, l'effondrement de la France.

Finalement, qu'est-ce que la trahison ? Dans le cadre du (contre)espionnage, susciter et exploiter cette dernière c'est une « technique de répression ». Mais pour un individu, la trahison pose des problèmes éthiques et politiques. Si retourner un individu est une stratégie de l'espionnage, la trahison est aussi une histoire de faiblesse, comme celle de Mathilde dans *L'Armée des ombres*, livre que Joseph Kessel écrit en 1943 à la demande du Général de Gaulle pour faire connaître la Résistance française au monde entier¹⁰⁴. Et à travers cette question de la faiblesse, il est difficile d'établir clairement l'intentionnalité d'un traître. La question de la vénalité — la rémunération de ces espions — ainsi que la crainte de la torture jouent aussi un rôle non négligeable. Ces individus sont souvent rémunérés pour livrer des opposants aux nazis et aux fascistes. Cependant, ils subissent souvent toutes sortes de tortures physiques, psychologiques et morales. Au final, la trahison est souvent un mauvais calcul parce que les services qui emploient des traîtres choisissent de s'en débarrasser ou parce qu'ils finissent par être démasqués.

Alya Aglan précise que « la figure du traître tient une place centrale dans les enquêtes menées après la guerre, par les cours de justice ou par les anciens résistants eux-mêmes¹⁰⁵. » Nombre d'exemples dans les dossiers de la série Z6 (Cour de justice de la Seine) aux Archives nationales « mettent en scène, après-guerre, des responsabilités partagées entre résistants imprudents ou simplement défaillants et résistants trop dociles ou compromis dans un marché avec les Allemands¹⁰⁶. » L'ambiguïté de la trahison complique les choses. Le cas de Hardy semble être une histoire de monstre et de héros. D'un côté figure le monstre, Klaus Barbie, et ses serviteurs, les traîtres – y compris Hardy. De l'autre côté, le héros tué – Jean Moulin –, symbole de la Résistance. Mais la réalité est bien plus nuancée. La chute de Moulin n'est pas uniquement le résultat d'une affaire de trahison. Elle est le résultat de filatures, de consignes de sécurité non respectées et de rivalités internes aux mouvements. L'avocat de Barbie, Jacques Vergès, a pu profiter d'un récit erroné lors de son procès. Il a évoqué le « syndrome de Vichy¹⁰⁷ » dans sa plaidoirie finale, affirmant que les Français veulent faire de Barbie leur bouc-émissaire pour couvrir les crimes cachés de Vichy. Lorsque Vergès accuse Raymond Aubrac d'être lui-même devenu informateur après son arrestation en mars 1943, un doute supplémentaire est jeté sur la pureté de la Résistance, sapant ainsi la légitimité de celle-ci.

¹⁰⁴ KESSEL Joseph, *L'Armée des ombres*, Alger, Charlot, 1943.

¹⁰⁵ AGLAN Alya, « Comment meurent les réseaux », *op. cit.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ ROUSSO Henry, *op. cit.*

La terreur nazie a su tirer avantage de ces zones grises et du sentiment d'insécurité que la trahison a engendré dans les rangs des adversaires des régimes.

Les cas italiens des antifascistes exilés puis changeant de camp soulèvent en outre des questions d'identité et d'appartenance. Pour pouvoir rentrer chez eux, certains acceptent de devenir espions fascistes, mais ils finissent par devenir prisonnier de ce choix sur lequel il leur est difficile, voire impossible de revenir. Les histoires individuelles se déroulent sur fond d'une atmosphère de méfiance que le régime fasciste a façonnée, où les espions sont espionnés à leur tour, parfois en tant que supposés antifascistes. Là où l'allégeance politique échoue, la surveillance l'emporte, divisant Français, Italiens, fascistes et antifascistes.

Ma contribution à l'historiographie existante repose sur une analyse comparative des cas présentés. Ensemble, ils montrent comment les régimes fascistes et nazis ont utilisé la trahison comme une opportunité pour démanteler les réseaux d'opposants politiques. Ces espions ont trahi leurs idéaux politiques, plus précisément antifascistes, en trahissant la confiance de leurs camarades et de leurs cercles proches. Découvrir des traîtres dans leurs rangs était particulièrement problématique pour les communistes, qui ont eux-mêmes liquidés leurs traîtres pendant l'occupation et qui, au lendemain de la guerre, prétendaient avoir le plus contribué à la Résistance. Ils avaient également une propension à dénoncer les « taupes » dans les organisations concurrentes de l'exil antifasciste, et à escamoter leurs propres problèmes. Certains des cas ont finalement jeté le doute sur le récit selon lequel la Résistance dépendait en grande partie du sacrifice des communistes. Enfin, cet article résonne avec les conclusions de la journée d'études « Le traître en politique » dont ce numéro des *Cahiers d'AGORA* est issu. La trahison est un outil politique en temps exceptionnels, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Ses auteurs présentent des faiblesses, instrumentalisées par ceux qui les manipulent. Ils se révèlent, cependant, des ressources imprévisibles et souvent coûteuses. Leur travail est risqué et ils peuvent facilement être punis, par le camp trahi tout comme par celui qu'ils rejoignent. Ils peuvent également être réhabilités, comme dans le cas de René Hardy, mais la mémoire collective persiste à les percevoir comme traîtres.

Références

Archives

AN, Z/6, n° 244, dossier n° 2919 (Hardy, René).

ACS, Casellario Politico Centrale, n° 719 (dossier Bondi, Antonio), n° 1502 (dossier Costa, Adolfo), n° 4013 (dossier Pistocchi, Mario), n° 4213 (dossier Rambaldi, Angelo).

ACS, Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Polizia Politica, Fascicoli Personali, 1927-1944, n° 159 (dossier Bondi, Antonio), n° 338 (dossier Costa, Adolfo), n° 1033 (dossier Pistocchi, Mario).

ACS, Ministero Interno, Direzione Generale Pubblica Sicurezza, Divisione Affari Generali e Riservati, section I : K/R OVRA, 1927–1944, dossier n° 18.

ACS, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Commissione per l'Esame dei Ricorsi dei Confidenti dell'OVRA (1946-1949), n° 11, dossier n° 172 (Pistocchi, Mario).

BArch, R/3018/2174, Vorbereitung zum Hochverrat, 1937-1938.

BDIC, F delta res, n° 0888, Rapport Flora (1940–1977) ; n° 0933, Klaus Barbie (1971–1997).

MS, Collection DACJM, Affaire Hardy.

Sources (imprimées)

AUBRAC Raymond, *Où la mémoire s'attarde*, Paris, O. Jacob, 1996.

CALVINO Italo, *Il Sentiero dei nidi di ragno [1947]*, Turin, Einaudi, 1971.

FRENAY Henri, *La Nuit finira*, Paris, Laffont, 1973.

HARDY René, *Derniers mots : mémoires*, Paris, Fayard, 1984.

KESSEL Joseph, *L'Armée des ombres*, Alger, Charlot, 1943.

PISTOCCHI Mario, *Le Destin de l'Europe*, Paris, Figuière, 1931.

REMY Colonel, *Réseaux d'ombres*, Paris, France-Empire, 1954.

REMY Colonel, *Une affaire de trahison*, Monte-Carlo, Solar, 1947.

ROCHE Sylvain, *Réseau Indigo*, Paris, Fayard, 1945.

SILONE Ignazio, *Fontamara*, Paris, Rieder, 1934.

TRANQUILLI Secondino, « Borghesia, piccola borghesia e fascismo », in *Stato Operaio*, 1928.

Bibliographie

ABELES Marc, « La résistance comme ressource politique dans l'après-guerre », Colloque « Résistants et Résistance », Présidence d'honneur : Jean-Pierre Vernant, Université de Paris VIII-Saint-Denis, janvier 1996, Saint-Denis, France.

AGLAN Alya, « Comment meurent les réseaux », in GARNIER Bernard, LELEU Jean-Luc, QUELLIEN Jean (dir.), *La Répression en France, 1940-1945, Actes du colloque tenu à Caen les 8, 9 et 10 décembre 2005*, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2007, p. 227-236.

AGLAN Alya, *La Résistance sacrifiée, Le mouvement Libération-Nord 1940-1947*, Paris, Flammarion, 1999.

AURADOU Olivier, « Noms de rues : Jaurès et Moulin les plus donnés », in *ladepeche.fr*, 16 avril 2016, <https://www.ladepeche.fr/article/2016/04/16/2326668-noms-de-rues-jaures-et-moulin-les-plus-donnes.html>.

AZEMA Jean-Pierre, BEDARIDA François, FRANK Robert (dir.), *Jean Moulin et la Résistance en 1943*, Paris, IHTP, 1994.

AZEMA Jean-Pierre, *Jean Moulin : le politique, le rebelle, le résistant*, Paris, Perrin, 2003.

BIOCCA Dario, CANALI Mauro, *L'informatore : Silone, i comunisti e la polizia*, Milan, Luni, 2000.

BOURDET Claude, *L'Aventure incertaine : de la Résistance à la restauration*, Paris, Stock, 1975.

BRONNER Luc, VAUDANO Maxime, « De Jules Ferry à Pierre Perret, l'étonnant palmarès des noms d'écoles, de collèges et de lycées en France », in *Le Monde*, 18 avril 2015, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/18/de-jules-ferry-a-pierre-perret-l-etonnant-palmares-des-noms-d-ecoles-de-colleges-et-de-lycees-en-france_4613091_4355770.html.

BROSZAT Martin, *Nach Hitler: der schwierige Umgang mit unserer Geschichte: Beiträge*, Munich, Oldenbourg, 1987.

BROSZAT Martin, *The Hitler State: The Foundation and Development of the Internal Structure of the Third Reich*, Londres, Longman, 1981.

CANALI Mauro, *Le spie del regime*, Bologne, Il Mulino, 2004.

CAPDEVILA Luc, « La construction du mythe résistantialiste : identité nationale et représentations de soi à la Libération (Bretagne, 1944/1945) », in *La Résistance et les Français : Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995, p. 347-357, <http://books.openedition.org/pur/16398>.

CLARK Martin, « Who Was Silvestri ? », in *London Review of Books*, 2001, <https://www.lrb.co.uk/the-paper/v23/n15/martin-clark/who-was-silvestri>.

CORDIER Daniel, *Jean Moulin : La République des catacombes*, vol. 1-2, Paris, Gallimard, 2014.

EL CORSO Malika (dir.) *Algérie 1954-1962. Les Robes noires au Front : entre engagement et « art judiciaire »*, Alger, Éditions Les Amis de Abdelhamid Benzine, 2012.

FEDELE Santi, *I repubblicani di fronte al fascismo, 1919-1926*, Florence, Le Monnier, 1983.

FEDELE Santi, *I repubblicani in esilio nella lotta contro il fascismo 1926-1940*, Florence, Le Monnier, 1989.

FLORES Marcello, *Il secolo dei tradimenti : da Mata Hari a Snowden 1914-2014*, Bologne, Il Mulino, 2017.

FLORES Marcello, *Traditori : una storia politica e culturale*, Bologne, Il Mulino, 2015.

FRANZINELLI Mimmo, *I tentacoli dell'Ovra : agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Turin, Bollati Boringhieri, 1999.

GELIN Jacques, *L'Affaire Jean Moulin : trahison ou complot ?*, Paris, Gallimard, 2013.

GUERRIER Sophie, « Le discours d'André Malraux au Panthéon », in *Le Figaro*, 8 avril 2014, <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/04/08/25001-20140408ARTFIG00071-le-discours-d-andre-malraux-au-pantheon.php>.

KERSHAW Ian, *The Nazi Dictatorship: Problems and Perspectives of Interpretation*, Londres, Arnold, 2000.

LABORIE Pierre, « Opinion et représentations, la Libération et l'image de la Résistance », in *RH2GM*, n° 131, 1983, p. 65-91.

MERENDI Enzo, « La vicenda dell'esilio di Mario Pistocchi vista attraverso le carte e i documenti dell'Archivio Centrale dello Stato », in *Atti del Convegno su « Antifascisti romagnoli in esilio durante il fascismo » celebrato a Cesena il 6-7 dicembre 1980 a cura del Circolo Culturale « Rodolfo Morandi » e dell'AICS di Cesena*, Florence, La Nuova Italia, 1983, p. 339-380.

MIANNAY Patrice, *Dictionnaire des agents doubles dans la Résistance*, Paris, Le Cherche midi, 2005.

MULLER Klaus-Dieter et al. (dir.), *Todesurteile sowjetischer Militärtribunale gegen Deutsche (1944-1947): eine historisch-biographische Studie*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2015.

NEUMANN Annette, REVELES Susanne, SCHINDLER-SAEFKOW, *Berliner Arbeiterwiderstand 1942–1945. "Weg mit Hitler – Schluß mit dem Krieg!" Die Saefkow-Jacob-Bästlein-Organisation*, Berlin, Berliner Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes – Bund der Antifaschisten und Antifaschistinnen, 2009.

PAVONE Claudio, *Una guerra civile : Saggio storico sulla moralità nella Resistenza* [1991], Turin, Bollati Boringhieri, 2010.

PAXTON Robert O., *La France de Vichy : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973.

REID Donald, *Germaine Tillion, Lucie Aubrac, and the Politics of Memories of the French Resistance*, Newcastle, Cambridge Scholars, 2007.

ROUSSO Henry, *Le Syndrome de Vichy : de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1973.

THENAULT Sylvie, « Défendre les nationalistes algériens en lutte pour l'indépendance. La " défense de rupture en question " », in *Le Mouvement social*, 2012, n° 240, p. 121-135, <https://www.jstor.org/stable/41684149>.

WEBER Hermann, *Deutsche Kommunisten: Biographisches Handbuch 1918 bis 1945*, Berlin, Dietz, 2008.